

ASSEMBLÉE NATIONALE

29 avril 2010

ENGAGEMENT NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT - (n° 2449)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 1432

présenté par

M. Decool, M. Lazaro, M. Tardy, Mme Marland-Militello, M. Hillmeyer, M. Vanneste,
M. Roubaud, M. Morel-A-L'Huissier, M. Dord, M. Christian Ménard, M. Fasquelle,
M. Calvet, M. Zumkeller, M. Michel Bouvard, M. Perrut, M. Reiss, M. Houssin,
M. Proriol, M. Philippe Armand Martin, M. Nesme, M. Aly, Mme Besse, M. Souchet,
Mme Marguerite Lamour, Mme Dalloz, Mme Hostalier, M. Sermier,
Mme Branget, M. Mourrut et M. Lasbordes

ARTICLE 81 QUINQUIES

Compléter la deuxième phrase de l'alinéa 17 par les mots :

« et sont remis au contrevenant dans le même délai ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il s'agit ici d'un amendement visant à garantir le respect de la procédure du contradictoire. Il est normal que le contrevenant puisse détenir le droit de connaître la teneur du procès verbal dont il fait l'objet. Qui plus est, cette procédure, et plus précisément la remise de ce type de document, est prévue dans une multitude d'autres domaines légaux (voir par exemple en matière de droit du travail concernant l'inspection du travail : *Code du travail, art L 8113-7*).